



*Direction de l'Infra, 17 novembre 2011,*  
**Le nouveau GID est arrivé**

*La Fédération CGT des Cheminots a été reçue aujourd'hui par la Direction de l'Infra, dans le cadre d'une bilatérale qu'elle avait convoquée. Ceci donne suite à la décision de son Directeur de créer une filiale à l'Équipement.*

*Cette création de filiale travaux va servir à vider nos compétences de métiers à statut dans les établissements équipement.*

*Si certains pourraient encore penser que le plus haut de la Direction de l'entreprise était dans la construction d'une stratégie de défense de l'EPIC SNCF, du statut et du RH 0077, la présentation d'aujourd'hui confirme de façon claire les intentions de privatiser la maintenance du Réseau Ferré National et de livrer les compétences des cheminots appartenant à la nation aux entreprises privées.*

Se réfugiant derrière une ouverture à la concurrence et après avoir démonté Fret SNCF pièce par pièce pour le mettre en incapacité de répondre aux besoins de transports d'aujourd'hui et de demain, le Président de la SNCF continue son rôle de casseur du service public dans un habit de marchand de bonheur !

Son discours sur la concurrence est passé d'une opportunité à une obligation économique et cela doit passer par le développement de filiales à tous les étages du Groupe.

La technique bien rodée de basculer des compétences de cheminots à statut à la tête de sociétés pouvant répondre aux injonctions libérales de concurrence libre et non faussée, est une nouvelle fois utilisée.

**Le Président met en place un système ferroviaire fait de décadence sociale dans un seul but de rentabilité financière.**

Se servant du Fret comme laboratoire à la privatisation rampante, l'accompagnement politique est devenu une course au chiffre d'affaires, au détriment des conditions de vie et de travail et de la qualité de service public.

Alors que le système monté par RFF et SNCF GID a transformé le ferroviaire dans la spirale économique du moins disant, la situation du réseau est encore plus catastrophique qu'avant la convention de gestion.

Préférant subir les injonctions supérieures que de défendre les intérêts des cheminots, la Direction a décidé de filialiser nos métiers et nos savoir-faire pour compenser les carences de compétences et d'habilitations des entreprises privées.

**APRÈS AVOIR LAMINÉ  
LES MOYENS DE PRODUCTION  
AVEC :**

- des Infralog, sans moyens pour réaliser des prestations clé en main.
- des Infrapôle en manque d'effectifs pour la maintenance et assurer l'astreinte.
- un parc engins à l'agonie.
- Après avoir mis en place une réglementation S9 qui favorise l'organisation de chantiers massifiés réalisés par des moyens privés.
- En voulant déréglementer le travail, imposer la mobilité et réduire les EVS avec le référentiel IN 2974.

- En voulant sortir les ABE de l'équipement.
- En réglementant la précarité avec l'utilisation d'intérimaires à l'équipement.

### **Le Directeur Général Délégué de l'Infrastructure veut brader la production des établissements Equipement.**

Son Directeur d'Infra Rail et le responsable du projet ont présenté sans complexe un projet scandaleux qui n'est ni plus ni moins l'équivalent d'un établissement logistique national construit sur une base de mobilité et de polyvalence à bas coûts.

Sous la direction d'agents maîtrises et cadres actuellement à statut, chiffrés à environ 400, le but de cette filiale serait de rendre une offre aux entreprises privées en manque de compétences ferroviaires avec une production assurée par un salariat de droit privé.

Son champ de compétence étant de répondre à des besoins en matière d'annonce, de perchage, de gestion des bases travaux, de trains de travaux et de chantiers simples, la Direction organise sur le dos de l'EPIC une véritable concurrence pour la maintenance qui ne peut être massifiée.

Par travaux simplifiés, la Direction de l'Infrastructure reste plus que floue et cite les chantiers de libération et le remplacement de traverses.

En vidant de la sorte les territoires de production et les établissements de savoir-faire de haut niveau, ce détricotage va entraîner l'Equipement dans une inefficacité perverse à assurer son rôle de GID.

Agissant comme un véritable cheval de Troie, cette concurrence interne n'a qu'un seul but, l'enterrement pur et simple des cheminots de l'équipement au statut, ainsi que notre réglementation du travail. C'est aussi la fin d'un Réseau Ferré National à haut niveau de qualité et de sécurité.

---

De telles annonces sont plus que dangereuses, ce sont nos emplois directs, nos savoir-faire dans nos métiers, la sécurité et la qualité du service public qui sont attaqués !

La Fédération CGT a fait savoir que seul le développement de nos compétences en interne peut combattre d'une manière réelle la concurrence libérale qui est orchestrée de main de maître par le trio Gouvernement/RFF/Direction de l'entreprise.

Seul le développement de nos savoir-faire en interne peut garantir de meilleures conditions de vie et de travail, la qualité du travail et celle du service public.

La création d'une filiale ne serait qu'être une simple affaire de gros sous au détriment des salariés et de la qualité du service public.

**Cette manipulation libérale n'est pas légale,  
nous devons de partout sur nos chantiers rentrer en résistance !**

**Cette attaque en règle ne concerne pas  
que les cheminots de l'équipement !**

Dès à présent, sur tous nos chantiers, montrons notre refus de laisser casser un nouveau pan de l'entreprise.

Avec la CGT, refusons la création de cette filiale et exigeons tous les moyens en interne dans l'EPIC !

Nous avons eu à faire ce 17 novembre 2011 à une Direction de l'Infrastructure non crédible, mais aussi fébrile face à la vraie vie.

La concurrence sur nos chantiers, nous la mesurons déjà tous les jours avec son lot d'une qualité à la baisse du travail et de la sécurité. C'est aussi son lot de dumping social qui s'organise.

Dès à présent, nous allons organiser la riposte à la hauteur des attaques qui nous sont portées !

---